

Transfert aux communes – L’avenir des centres de loisirs en question

 tdg.ch/lavenir-des-centres-de-loisirs-en-question-307128176749

Les discussions sur l’avenir de la Fondation d’animation socioculturelle n’avancent pas.

Marc Bretton

Publié: 06.12.2021, 18h14

Imaginez un rendez-vous galant. Monsieur l’époux, alias le Canton, est venu avec un cadeau qui, pense-t-il, devrait attendrir l’Association des communes genevoises (ACG), dame respectable, ayant du bien, comme on disait jadis. Le cadeau est bien reçu, car l’ACG est effectivement intéressée par la FASE (la Fondation pour l’animation socioculturelle). Mais l’emballage lui déplaît et elle en propose un autre... et vu qu’elle paye une partie du cadeau, elle ne va pas se gêner. Les amoureux s’échauffent devant les invités, qui ne savent plus où se mettre. Au final, qu’en penser? S’agit-il d’un «gigantesque m...», comme l’avance en «off» un des acteurs du dossier, ou d’un retard de plus dans un dossier qui n’est pas à cela près?

Ce libre résumé est celui de la dernière séance de la Commission des finances du Grand Conseil, qui n’a rien donné. Mercredi passé en effet, les députés auraient dû voter le transfert aux communes de la Fondation pour l’animation socioculturelle, une jolie institution réunissant environ 1200 employés pour 65 millions de budget. En octobre, le conseiller d’État socialiste Thierry Apothéloz avait mis en consultation un avant-projet prévoyant au canton d’épargner 20,2 millions de francs. L’affaire soulevait certes quelques inquiétudes, mais semblait plutôt bien partie à la différence des débats sur un transfert de tâches, nettement plus ambitieux.

Le nœud du problème

Que s’est-il passé? «Le problème, résume la députée MCG Françoise Sapin, c’est que chacun garde une vision différente de ce transfert. Le Conseil d’État a son projet et l’ACG le sien; une chatte n’y retrouverait pas ses petits.» Après des semaines de discussions, la situation étonne: «En entrant en séance, je pensais vraiment qu’on voterait le projet, souligne Dilara Barak (Verts). Mais au fil des auditions du jour, nous avons constaté beaucoup d’incertitudes. C’est un peu étonnant, alors qu’on nous rassurait sur ce dossier.» Parmi les points qui restent à éclaircir figurent par exemple la forme juridique de la future FASE, la définition de la place du Canton dans la future institution et la garantie du maintien des prestations.

«Tout cela est désolant, poursuit Cyril Aellen (PLR). Comment est-ce possible de ne pas s’accorder sur l’avenir d’une institution aussi importante, alors qu’a priori tout le monde est d’accord sur le transfert? Nous avons fait part au Conseil d’État de notre déception.» Thomas Wenger (PS) résume le sentiment général: «On ne peut que déplorer que des

partenaires qui discutent depuis des mois n'aient pas finalisé un projet commun, assurant le maintien des conditions de travail, l'autonomie des Maisons de quartier et des centres de loisirs. Mais nous attendons encore qu'ils se mettent d'accord et tant pis si cela prend du temps.»

Encore des incertitudes

À quelques jours du vote du budget cantonal, l'échec du dossier de la FASE pose plusieurs questions. La plus immédiate concerne le budget, qui prévoit une baisse de ses charges d'environ 40 millions en lien avec l'adoption du projet d'écrêtage. Gelé, ce projet devait être remplacé par celui sur la FASE, qui est désormais bloqué. «Le Conseil d'État peut décider d'amender son budget jeudi lors des débats ou au contraire de le conserver, s'il pense que ses idées peuvent être réalisées en 2022», estime le député PLR Jacques Béné, président de la Commission des finances.

Qu'en pense Thierry Apothéloz? On l'ignore. «Sur le fond, explique son porte-parole Henri Della Casa, il a invité l'ACG à reprendre les négociations concernant les domaines susceptibles de s'inscrire dans une répartition des tâches et des compétences entre le canton et les communes, à commencer par l'animation socioculturelle. Pour le surplus, nous ne commentons pas ce qui relève du secret de commission.»

Marc Bretton est journaliste à la Tribune de Genève. Il a travaillé au sein de la rubrique nationale et suit les questions politiques et économiques pour la rubrique genevoise depuis 2004.